

SURSAUT CITOYEN

APRÈS LE SUCCÈS DE LA MARCHÉ - DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA FISCALITÉ

A Paris et dans plusieurs villes en France, des dizaines de milliers de manifestant-es se sont mobilisés, à l'appel du Front de gauche, contre l'augmentation de la TVA, pour la taxation du capital, pour la justice sociale et fiscale. Loin d'une jacquerie « *anti-impôts* », ils et elles ont exprimé leur ras-le-bol de l'injustice fiscale et leur exigence de l'utilisation de l'argent public, non pour la finance, mais pour le bien commun. Pour ne pas laisser Ayrault s'occuper, seul avec le Medef, de la remise à plat du système fiscal, le Front de gauche a lancé un appel à toutes les forces progressistes, syndicales et associatives, aux citoyen-nes pour des États généraux de la fiscalité.

Tout de suite l'annulation de la hausse de la TVA

Prévue par Sarkozy, confirmée par Hollande, la hausse de la TVA au premier janvier risque de taper fort le porte-monnaie des ménages : 6 milliards en 2014. Fort et inégalement : la TVA est l'impôt le plus injuste, il représente plus de 12% des dépenses des ménages gagnant en dessous de 2000 euros, moins de 6% pour les

plus hauts revenus. Cette nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat alimenterait les 20 milliards de cadeaux fiscaux sur l'impôt des sociétés prévus dans ce budget. Le gouvernement doit revenir sur cette augmentation, écouter le peuple qui l'a élu, plutôt que les grandes fortunes qui veulent que tout continue comme avant.

La fiscalité remise à plat : chiche !

Le Premier ministre a reçu tous les groupes parlementaires pour discuter avec eux d'une grande réforme de la fiscalité. Elianne Assassi et André Chassaigne, présidents des groupes parlementaires du Front de gauche ont noté que le premier Ministre « *formate dès le départ le cadre de ce débat en l'inscrivant dans la poursuite de ses politiques d'austérité* ». Pour eux, au contraire, il faut rompre avec le dogme de la réduction de la dépense et des services publics, cesser de s'en prendre au « *coût* » du travail et d'exonérer celui du capital. Les parlementaires ont rappelé quelques-unes de

leurs propositions, comme « *le refus de la fusion entre la CSG et l'impôt sur le revenu* », la « *nécessité d'un impôt plus progressif avec la création de nouvelles tranches vers les plus hauts revenus* », une « *taxation des revenus du capital* » et « *un impôt sur les sociétés plus incitatif pour favoriser les entreprises qui innovent, qui investissent, qui créent des emplois* ». Les présidents des groupes parlementaires du Front de gauche sont déterminés à faire entendre la voie du peuple plus fort que celle des milliardaires.

Avec vous !

Pour le Front de gauche, la Marche sur Bercy du 1er décembre n'est qu'une première étape. Il appelle à des États généraux de la fiscalité co-organisés avec toutes les organisations politiques, syndicales et associatives qui défendent la justice sociale et fiscale. En relation

avec leurs parlementaires, il prend l'initiative d'organiser, dans le pays, des ateliers législatifs, pour écrire, avec les citoyen-nes, une loi qui sera déposée et défendue au printemps prochain à l'Assemblée nationale.

